

1ER MAI PERSPECTIVE

Volume 40 Numéro 1

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

mai 2012

Nous n'arrêterons jamais de défendre la justice sociale



Solidarité à l'œuvre

L'automne dernier, le mouvement « Occupons » s'est imposé à la vitesse de l'éclair. Après des années de sauvetage des grandes entreprises et de mesures d'austérité imposées au reste de la population, la grogne qui couvait aux États-Unis a fini par exploser. Le magazine alternatif canadien *Adbusters*, sans doute celui dont on s'y attendait le moins, a lancé un appel à la mobilisation afin que 20 000 personnes envahissent Wall Street et y demeurent tant et aussi longtemps que des changements majeurs ne seraient pas mis en œuvre. Soulignant les disparités entre riches et pauvres, le slogan était simple mais puissant : « Nous sommes les 99 % ».

La première journée de la mobilisation, le 17 septembre, 1 000 personnes avaient répondu à l'appel. La présence policière était fortement marquée. La police de New York a refusé l'installation de tentes, invoquant un règlement sur l'interdiction de flâner. Puis, ressortant un obscur règlement datant de 1845, elle s'est mise à arrêter quiconque portait un masque. Au cours des jours qui ont suivi, le harcèlement constant de la part des forces policières a compliqué l'organisation des activités. Le 24 septembre, les manifestants ont décidé d'organiser une marche dans le quartier financier de New York. Malgré le caractère tout à fait pacifique de cette marche,

la brutalité policière était manifeste. De nombreux manifestants ont été battus ou aspergés de poivre de cayenne, et au moins 80 personnes ont été arrêtées. En quelques heures, des vidéos montrant des attaques gratuites de la police ont commencé à circuler dans Internet. Elles se sont propagées comme une trainée de poudre et ont contribué à l'ampleur qu'a pris le mouvement « Occupons ».

Ce mouvement, nourri par les soulèvements survenus plus tôt dans l'année en Espagne et au Moyen-Orient, s'est mis à s'étendre partout dans le monde. Des mouvements d'occupation ont pris naissance dans des parcs et autres lieux publics partout en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Le 1^{er} octobre, les « occupants », auxquels s'était joint le mouvement syndical, ont tenté de traverser le pont de Brooklyn. Ils ont alors été confrontés à une brutalité policière de grande ampleur. En effet, la police avait tendu des filets pour piéger les manifestants, qui agissaient pourtant de façon pacifique. Plus de 700 d'entre eux ont été arrêtés. Cet incident a eu pour effet de remettre le mouvement

« Occupons » à la une des journaux, de resserrer les rangs parmi les indignés et de soulever la colère au sein de la population. Le 15 octobre, le mouvement « Occupons » était présent dans plus de 1 000 villes partout dans le monde.

Lors du dernier congrès tenu à Toronto en octobre dernier, le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes a adopté une résolution d'appui au mouvement « Occupons ». De concert avec le mouvement « Occupons Toronto », le STTP a organisé une marche afin d'exprimer sa solidarité avec ce mouvement. En tout, 600 travailleurs et travailleuses des postes ont marché dans le centre financier de Toronto derrière une bannière sur laquelle était écrit « Ne capitulons pas devant le capitalisme ». Les actions de ce genre permettent au Syndicat de se faire connaître auprès des mouvements de justice sociale et d'établir avec eux une forte relation de solidarité.

CONVENTION DE POSTE-PUBLICATION N° 40064660
RETOURNER TOUTE CORRESPONDANCE
NON DISTRIBUABLE AU CANADA AU :
SYNDICAT DES TRAVAILLEURS ET
TRAVAILLEUSES DES POSTES
377, RUE BANK
OTTAWA (ONTARIO) K2P 1Y3



Le 1^{er} mai prochain, fête internationale des travailleurs et travailleuses, nous descendons dans la rue pour exprimer haut et fort notre détermination à lutter pour le maintien des bons emplois, des avantages sociaux, des régimes de retraite et des services publics. Ces revendications sont celles du mouvement syndical, de tous les groupes et de tous les organismes communautaires.

Le 1^{er} mai prochain, nous devons manifester notre opposition aux politiques du gouvernement Harper et à celles des gouvernements provinciaux. Ces gouvernements, à la solde des grandes entreprises et du capital international, ne respectent plus rien. C'est la politique du tout pour le 1 % et rien pour les 99 % : les riches sont toujours plus riches, et les pauvres, toujours plus pauvres. C'est la course vers le bas avec comme seule justification qu'il nous faut être plus productifs et qu'il faut sauver l'économie.

Pour eux, tous les moyens sont justifiés : lois antisyn- dicales, lois de retour au travail injustes, changements aux régimes de retraite et aux programmes universels, coupes dans les services publics, pressions à la baisse sur les salaires. Voilà le lot des travailleuses et travailleurs, syndiqués ou non. Nous ne pouvons accepter pareille régres- sion. Et l'ensemble de la classe ouvrière ne peut pas l'accepter non plus. Nous devons organiser une riposte de classe.

Nous sommes en lutte

Avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement con- servateur majoritaire, nous savions que le mouvement syndical serait la véritable opposition. Nous sommes en lutte. Il s'agit d'une lutte de classes, d'une lutte entre le capital et le travail. Tous les jours, nous sommes témoins des attaques des grandes entreprises soutenues par le gouvernement Harper et la majorité des gouvernements

Pourquoi manifester le 1^{er} mai prochain?

provinciaux.

N'oublions pas que le Canada a perdu plus de 400 000 emplois dans le secteur manufacturier depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, en 2006. Ce gouvernement veut provoquer la même héca- tombe dans le secteur public afin de réduire encore davantage les impôts des amis du pouvoir.

Nous partageons tous la même analyse

Dans l'ensemble, nous partageons tous la même analyse de ce qui se passe actuellement, et elle se résume ainsi :

Chaque fois que l'économie se porte mal, on demande aux travailleurs et travail- leuses de se serrer la cein- ture pour sauver l'énorme machine capitaliste, qui, elle, n'hésite pas à gonfler les salaires et les primes de ses dirigeants ou à renflouer les banques, qui sont trop importantes pour faire faillite. Durant ce temps, le gouvernement Harper achète des avions de chasse à prix fort et fait construire des navires de guerre sans regarder à la dépense, n'hésitant pas à écraser les démunis et les sans défense pour payer la

facture. La méthode est la même partout où le capita- lisme sauvage a trouvé des partisans aveugles, et c'est le cas au pays actuellement. Nous connaissons les ennemis à qui nous faisons face, nous connaissons leurs méthodes. Il faut que ça cesse!

Il faut que ça change

Les choses doivent changer. L'année dernière, nous avons fait la grève sur la base de trois principes : le respect, l'égalité et le partage des avantages de la nouvelle technologie. Rappelons-nous les appuis que nous avons reçus. Nous les avons reçus parce que nos revendications ont trouvé écho auprès de la population. Nous avons visé juste! Et depuis, la situa- tion n'a pas changé. Pensons entre autres aux travailleuses et travailleurs de Rio Tinto, de Caterpillar, d'Air Canada, des dépanneurs « Couche Tard » au Québec, et aux enseignants et enseignantes de la Colombie-Britannique. Nos luttes sont les mêmes. Nous devons lutter pour eux et pour les générations futures.

Voilà pourquoi, au début du mois de mars, nous avons lancé un appel à manifester notre solidarité dans les rues,

le 1^{er} mai prochain. Nous avons lancé un appel à la formation de coalitions régionales pour faire valoir notre point de vue et créer une cohésion dans les luttes. Nous savons ce que nous voulons : une société à échelle humaine, soucieuse de faire passer le bien-être de la population avant celui des grandes entreprises.

Le 1^{er} mai prochain, fête internationale des travailleurs et travailleuses

- Disons non aux mesures d'austérité du gouvernement Harper.

- Faisons connaître nos revendications visant le maintien d'un service postal public et universel.

- Soyons solidaires des luttes menées ici et ailleurs dans le monde pour une société démocratique, juste et égalitaire.

La lutte continue.

Solidarité

Denis Lemelin
Président national

PERSPECTIVE STTP

Perspective est publié en français et en anglais par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, 377, rue Bank, Ottawa (Ontario) K2P 1Y3.
Tél. : (613) 236-7238 Téléc. : (613) 563-7861
www.cupw-sttp.org

Écrivez-nous. Envoyez vos commentaires par courriel à la rédaction, à : commentaires@cupw-sttp.org

Rédacteur en chef : G. Floresco

Production et traduction :
A. Boulet, C. Drouin, G. Laflamme,
B. Luijkenaar, M. Parrot, M. Prévost

Adjointes et adjoints à la rédaction :
P. Arbour, G. Bossenberry, C. Foreman, G. Kuehnbaum,
D. Lafleur, D. Lemelin

Collaborateurs et collaboratrices :
M. Palecek
Photos : J. Gillies, B. Luijkenaar,
Fédération du travail de l'Ontario (FTO)

Affiliations :
• Association canadienne de la presse syndicale
• Congrès du travail du Canada (CTC)
• Internationale des compétences et des services – UNI
• Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF)

sttp•cupw

CUPE-SCFP 1979

COPE 225 sepb.ca

© 2012 FSC

MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C017783

POLITIQUE ÉDITORIALE

Votre opinion nous intéresse. *Perspective* publiera toutes les lettres provenant des membres du STTP à condition qu'elles :

- comptent 400 mots ou moins. Des articles plus longs peuvent être soumis à titre de commentaire;
- ne dérogent pas aux politiques et aux principes du STTP, y compris à la politique contre la discrimination et le harcèlement à l'endroit des femmes, des personnes de couleur, des membres des Premières nations, des Inuits, des Métis, des lesbiennes, des gais, des personnes bisexuelles, des personnes trans et des personnes ayant des limitations fonctionnelles;
- soient dactylographiées ou écrites lisiblement;
- incluent le nom de l'auteur, l'adresse, la section locale et un numéro de téléphone où l'auteur peut être joint en cas de problème.

Perspective publiera des lettres anonymes au besoin. Autrement, le nom et la section locale de l'auteur paraîtront au bas de la lettre.

Perspective communiquera avec les auteurs si la publication de leur lettre pose un problème.

Nous acceptons les lettres envoyées par la poste, par télécopieur et par courrier électronique.



STTP : solidaire de la lutte étudiante

Le 1^{er} février dernier, partout au pays, le STTP a manifesté aux côtés de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants (FCÉE) pour exiger une baisse des droits de scolarité. Le STTP était heureux de ce mouvement de réciprocité, la Fédération ayant été solidaire de notre lutte durant le lock-out de l'été dernier en manifestant et en piquetant aux côtés de nos membres. Le STTP et la FCÉE ont aussi produit une publication conjointe pour la journée d'action. Le 1^{er} février dernier, des milliers d'étudiants et étudiantes ont quitté leurs cours pour se joindre à la manifestation. Au Québec, plusieurs centaines de milliers d'étudiants font la grève pour dénoncer la hausse qui fera presque doubler les droits de scolarité.

De plus en plus, les gouvernements sont réticents à investir dans l'avenir et se délestent de leurs obligations en matière d'éducation en refilant la note à ceux et celles dont les moyens sont les plus limités. Il y a 20 ans, les budgets des universités et des collèges étaient constitués à 81 % de fonds publics. Aujourd'hui, cette proportion n'est plus que de 57 %. Les universités augmentent les frais de scolarité pour combler l'écart.

L'accès à l'éducation postsecondaire est de plus en plus difficile pour la classe ouvrière. Les droits de scolarité ont grimpé en flèche dans presque toutes les provinces. La dette moyenne des étudiantes et étudiants à la date d'obtention de leur diplôme est de 25 000 \$. D'ici la fin de l'année, le montant des prêts étudiants à rembourser au gouvernement fédéral atteindra 15 milliards \$. Et pendant que la dette étudiante augmente, les perspectives d'emploi continuent de se détériorer.

Le STTP est fier de mener la lutte aux côtés de ses consœurs et confrères de la FCÉE pour exiger la baisse des droits de scolarité. Les gouvernements nous disent qu'ils n'ont pas d'argent pour l'éducation. Toutefois, le coût des nouveaux avions de chasse du gouvernement conservateur permettrait à lui seul de payer les frais de scolarité de l'ensemble des étudiantes et étudiants du pays pendant dix ans! C'est une question de priorité. Notre avenir en dépend.

Caterpillar : le mouvement syndical se mobilise

Le 1^{er} janvier dernier, les travailleurs et travailleuses de l'usine Electro-Motive Diesel (EMD) à London (Ontario) ont été mis en lock-out. Leur employeur exigeait une diminution de salaire de 50 % et des compressions drastiques dans leurs régimes de retraite et d'avantages sociaux. L'entreprise, qui fabrique des moteurs de train, est établie à London depuis plus de 50 ans. Toutefois, elle est récemment passée aux mains du géant Caterpillar. Tout de suite après avoir fait l'acquisition de l'usine, le nouveau propriétaire a exigé d'énormes concessions de la part des travailleurs et travailleuses. L'attaque répugnante menée contre les membres des TCA (Travailleurs canadiens de l'automobile) a commandé la mobilisation du mouvement syndical.

Le 21 janvier, la Fédération du travail de l'Ontario a organisé une manifestation de masse à l'appui des travailleurs et travailleuses d'EMD. Des travailleurs et travailleuses de toutes les régions de l'Ontario ont afflué vers London pour manifester leur indignation et dénoncer les attaques de Caterpillar. Plus de 15 000 personnes sont venues témoigner leur soutien aux membres des TCA.



Certains commerçants ont même retiré les produits Caterpillar de leurs tablettes pour dénoncer les tactiques brutales de la multinationale maintes fois milliardaire. Les membres du public ont aussi été nombreux à participer à la mobilisation.

Au début de février, Caterpillar a annoncé la fermeture permanente de l'usine EMD de London. Malgré la manifestation de solidarité sans précédent, Caterpillar a choisi de profiter de la main-d'œuvre bon marché dans d'autres pays. La fermeture de l'usine est une preuve de l'incapacité du gouvernement conservateur de Stephen Harper à régler la crise du secteur manufacturier au Canada. En 2008, après avoir consenti à EMD des mesures de réduction fiscales de cinq millions de dollars, Stephen Harper lui-même s'était rendu à l'usine de London pour participer à une séance de photos. Le gouvernement Harper doit être tenu responsable du vol commis par Caterpillar aux dépens des travailleuses et travailleurs canadiens.

